Patrimoine des lycées d'Indre-et-Loire : de la collecte à la valorisation

*Heritage of the high schools in Indre-et-Loire: from the collection to the
promotion*

Sébastien Chevereau, Isabelle Girard et Olga Yardin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insitu/31043>

DOI : 10.4000/insitu.31043

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Sébastien Chevereau, Isabelle Girard et Olga Yardin, « Patrimoine des lycées d'Indre-et-Loire : de la collecte à la valorisation », *In Situ* [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 30 avril 2021, consulté le 15 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/31043> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.31043>

Ce document a été généré automatiquement le 15 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Patrimoine des lycées d'Indre-et-Loire : de la collecte à la valorisation

Heritage of the high schools in Indre-et-Loire: from the collection to the promotion

Sébastien Chevereau, Isabelle Girard et Olga Yardin

- 1 Les archives départementales conservent, parmi les fonds publics, ceux des établissements scolaires des XIX^e et XX^e siècles, qui témoignent de l'histoire des lieux, des enseignants, du personnel, des élèves et de la pédagogie. L'Indre-et-Loire compte aujourd'hui près de 600 structures d'enseignement : 450 écoles maternelles et élémentaires, 54 collèges et 24 lycées publics, 33 écoles primaires privées et 23 collèges-lycées privés. Pour faciliter la gestion quotidienne des archives qu'ils produisent, conservent, trient ou versent aux archives départementales, celles-ci ont conçu une démarche globale de collecte et d'accompagnement de l'ensemble des établissements scolaires, qui sera présentée dans son intégralité et non uniquement pour les lycées. Soutenue par une méthodologie efficace, elle participe à une politique d'ensemble qui inclut également classement et communication des documents historiques, permettant ainsi aux chercheurs de travailler sur des sources riches et variées. L'exemple du lycée Descartes de Tours, pour lequel les photographies de classe anciennes et les instruments du cabinet de physique du XIX^e siècle sont également conservés, constitue un cas d'école intéressant.

Une démarche globale

- 2 Jusqu'aux années 1960, les établissements scolaires ont pu conserver sur place leurs documents administratifs, pédagogiques ou financiers. L'accroissement exponentiel des dossiers, comme la multiplication des supports électroniques, a provoqué dans les décennies suivantes des situations récurrentes : inadéquation et saturation des lieux de stockage, absence de gestion organisée et pérenne, voire disparition ou destruction de documents hors de tout cadre réglementaire. Les archives départementales,

intervenant à la demande, ont reçu les premiers versements d'archives scolaires dans les années 1980. En 2010, la mise en œuvre d'une politique très volontariste, déclinée en deux axes principaux, a été décidée, avec affectation d'un agent à l'accompagnement des établissements scolaires de tous niveaux, à la collecte et au traitement de leurs archives. Une méthodologie en matière de collecte s'est définie autour de la formation des interlocuteurs, du conseil pour la gestion quotidienne des archives courantes et intermédiaires et de la pratique régulière des versements obligatoires d'archives définitives. Après leur prise en charge par les archives départementales, un circuit court et efficient permet de classer ces documents nécessaires à la recherche historique et scientifique, de les conserver et de les communiquer au public.

La formation et le conseil

- 3 Gagner de la place est une préoccupation commune à toutes les institutions d'enseignement et la formation du personnel en charge des dossiers répond à cette nécessité. Respecter la réglementation en vigueur permet d'obtenir des résultats rapides et engageants en matière d'espace de stockage, puisque seulement 5 % des documents produits seront conservés de façon définitive et versés aux archives départementales, intégralement ou après tri. L'élimination *in situ* constitue le premier objectif et s'applique aux documents dépourvus d'utilité administrative, d'intérêt historique ou scientifique. Elle s'effectue après rédaction d'un document descriptif que l'établissement soumet obligatoirement au visa du directeur des archives départementales¹. Ce bordereau normalisé mentionne la liste des dossiers concernés, les dates extrêmes des documents et le volume proposé à l'élimination. Pour simplifier les démarches administratives et améliorer la réactivité, la procédure a été intégralement dématérialisée en 2015 : les bordereaux d'élimination et de versement sont téléchargeables depuis le site internet des archives départementales, les échanges de correspondance se font par courriels. Pour aider à maîtriser l'archivage intermédiaire, un guide d'archivage simplifié a été rédigé en 2012², adapté de l'*Instruction de tri et de conservation pour les archives reçues et produites par les services et établissements concourant à l'éducation nationale*³, de 2005 et mis à jour avec les textes législatifs et règles de jurisprudence qui lui ont fait suite⁴. Cet outil, lui-même régulièrement mis à jour et diffusé par courriel, recense les documents les plus importants et précise DUA (durée d'utilisation administrative), durées de conservation et destination finale – élimination ou versement.
- 4 Signe de renforcement des actions et perspectives, il existe une collaboration fructueuse en Indre-et-Loire entre les archives départementales et l'archiviste du rectorat Orléans-Tours, dont le poste a été créé en 2012. Grâce à une action volontariste, des séances de formation sont organisées à l'intention des agents administratifs de tous les établissements (secrétaires et gestionnaires). Permettant une plus grande diffusion des bonnes pratiques et insistant sur l'utilité des archives scolaires, elles peuvent aussi concourir à relever le défi actuel que constituent la conservation des archives numériques, la sauvegarde des données sur le long terme ou la problématique des logiciels multiples.

Une démarche systématique

- 5 Les archives départementales ont visité quelque trois cents établissements depuis 2012 (dont 13 lycées), au rythme actuel de cinq déplacements mensuels. Trois axes sont privilégiés : les plus anciens, en priorité ; ceux qui sont en travaux ; ceux ayant contacté les archives. Dans chaque cas, des règles de gestion pérenne et efficiente sont mises en place dès la préparation d'un premier versement d'archives historiques : désignation d'un correspondant « archives », incitation à identifier, classer ou à éliminer régulièrement des dossiers, aide à la normalisation des arborescences de réseaux informatiques. Le choix de lieux de conservation dédiés, adaptés à cet effet⁵ et pourvus de dispositifs de lutte contre l'incendie, est essentiel. Chaque établissement disposant de sa propre répartition et les salles d'archivage étant rarement prévues lors de la construction des bâtiments, les archives peuvent encore être stockées dans des pièces ne garantissant pas leur conservation : parties de logements de fonction, salles de classe, réserves sanitaires, caves ou greniers non isolés.
- 6 L'intérêt de l'archivage organisé émerge dès l'achèvement du projet global ; il permet de stocker de nouveau sur place un volume conséquent, pour les vingt ou trente années à venir. Si l'élimination réglementaire devient généralement régulière, le lien créé est cependant rarement pérennisé, en raison de la diversité et des changements d'interlocuteurs au sein des établissements. Les archives départementales restent néanmoins à l'écoute de chaque sollicitation ; elles sont facilitatrices et moteur lorsqu'une structure réfléchit au sort de ses archives, puisque chaque projet permet de sensibiliser et de former. La publication des inventaires consacrés aux archives scolaires historiques constitue enfin un outil de médiation supplémentaire en direction des établissements, qui peut susciter un engagement plus volontaire.

Dix années de versements réguliers

- 7 Quelle que soit la taille de l'établissement, les archives scolaires sont soumises à la même réglementation et à un processus d'archivage similaire. Le volume des documents historiques peut fluctuer de quelques dizaines de centimètres pour une école à plusieurs centaines de mètres linéaires pour un lycée. Les campagnes de collecte ont abouti aux versements des fonds de 22 collèges, 210 écoles et 13 lycées publics, ainsi que de 2 écoles privées, qui représentent un total de 250 mètres linéaires.
- 8 Les archives des lycées, premiers établissements scolaires à verser leurs dossiers, en constituent la majeure partie : 180 mètres linéaires pour 11 établissements, les plus anciens du département. Dans les lycées plus récents, le volume d'archives historiques qui est ou sera versé se limite souvent à quelques dizaines de centimètres. Si tous versaient leurs archives historiques, depuis 1960, le volume total atteindrait 220 mètres linéaires maximum. Le volume des versements est désormais décroissant, puisque les archives les plus anciennes ont été traitées.

Les fonds collectés : présentation et mise en valeur

- 9 Ces établissements dédiés à l'enseignement secondaire peuvent se distinguer les uns des autres par des différences dans le nombre d'élèves accueillis de quelques dizaines à 2 400 au lycée Grandmont de Tours –, ou le type d'établissement – lycée d'enseignement

général, technologique, professionnel ou agricole. Certains centralisent des missions ressortissant d'autres types d'établissements, comme les centres de formation et les maisons familiales et rurales. D'autres accueillent des niveaux d'enseignement supérieur : classes préparatoires, brevet de technicien supérieur (BTS), formations pour adultes (groupements d'établissements, Greta). Malgré les disparités de compétences, que le classement définitif des fonds reflète toujours, les documents produits sont semblables : procès-verbaux des conseils d'administration, registres matricules et dossiers d'élèves, photographies, documents relatifs aux examens, aux finances et à la comptabilité, aux bâtiments... Les archives de l'enseignement sont classées, selon le cadre de classement des archives départementales, dans les séries T (fonds antérieurs à 1940) et W (fonds postérieurs à 1940).

- 10 À l'issue de leur classement, l'accès à ces sources devient possible grâce à la mise en ligne des inventaires⁶. Introduits par une présentation de l'institution et du fonds concerné, ils mettent en valeur ce matériau historique dense et réparti sur l'ensemble du territoire départemental, qui illustre l'histoire de l'enfance, de l'instruction, de l'éducation et du patrimoine scolaire. Leur consultation en ligne est facilitée et guidée par un moteur de recherche (simple ou avancé), mais aussi par une recherche thématique⁷. Celle-ci se traduit par une navigation claire : un thème « enseignement », qui différencie les catégories d'établissements – de l'école à l'université –, eux-mêmes distingués par communes. Tous les fonds d'archives sont organisés selon un plan de classement similaire, déclinant administration générale, personnel, finances, élèves, vie scolaire, intendance et bâtiments, santé et action sociale. Cette normalisation permet de conduire aisément une recherche thématique transversale entre établissements, comme une recherche ciblée et individuelle⁸ portant sur les photographies de classe de ses aïeux ou la scolarité d'un élève. Les documents ne sont pas tous immédiatement communicables, notamment dans le cadre du respect de la vie privée : la consultation d'un document de moins de 50 ans comportant une date de naissance (une liste d'élèves, par exemple), sera consultable uniquement après une procédure de dérogation.
- 11 Deux nouveautés méritent d'être signalées. Le développement d'une fonctionnalité supplémentaire sur le site internet est en projet, qui fera apparaître directement, grâce à la géolocalisation des établissements d'enseignement sur un fond de carte d'Indre-et-Loire, les fonds déjà conservés. Enfin, si les archives scolaires sont toutes consultables sous leur forme originale en salle de lecture, les photographies de classe constituent une exception puisque les archives départementales ont développé un aspect spécifique de la mise en valeur en menant une campagne de numérisation de ces documents symboliques.

La photographie de classe au lycée Descartes de Tours

- 12 École secondaire communale établie par décret impérial du 16 février 1807, puis collège communal en 1809, collège royal en 1830, « lycée national de Tours » en 1848 et lycée impérial en février 1853, le lycée Descartes adopte définitivement son nom actuel en 1888⁹. De nos jours, la présence de classes préparatoires aux grandes écoles (lettres supérieures, mathématiques supérieures, Saint-Cyr, HEC, vétérinaire, sciences expérimentales) lui apporte sa renommée. Doté d'un internat, il accueille de nombreux

élèves, venant notamment des colonies, jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Les classes de niveau primaire sont mixtes jusqu'au début des années 1960, et les collégiens sont accueillis jusqu'en 1970-1971. Les classes de lycée deviennent mixtes à la même époque. Dans les années 2010, le lycée dispense des cours dans les trois séries d'enseignement général et prépare au baccalauréat S, ES et L. Il accueille plus de 1 500 élèves, dont près de la moitié en classe préparatoire aux grandes écoles.

- 13 Ses archives historiques, versées en 2002 et 2015¹⁰, présentent trois particularités : un volume important (50 mètres linéaires), des documents anciens (le registre de délibérations du bureau de l'administration de 1811 est le plus ancien témoin du fonctionnement d'un lycée tourangeau) et une importante collection iconographique. Avec environ 2 700 photographies de classe réalisées entre 1895 et 2006, le lycée Descartes s'inscrit dans un rituel qui perdure. Outil de valorisation de l'instruction publique et manne commerciale pour les photographes professionnels, le portrait scolaire montre les élèves, les enseignants et les bâtiments, constituant un riche outil ethnologique. Du fait de son caractère qui la situe à mi-chemin entre milieu scolaire et sphère privée, le statut de la photographie de classe n'est pas sans ambiguïtés juridiques, qui demandent à être dissipées pour une meilleure utilisation de ce témoin culturel fort.

L'objet photographique

- 14 La photographie scolaire s'inscrit dans le contexte de l'essor de la photographie, au milieu du XIX^e siècle. Elle apparaît d'abord dans les établissements aisés avant de se démocratiser avec l'école de la Troisième République.
- 15 La photographie de classe est à étudier en parallèle de l'histoire de la photographie, en l'appréhendant à la fois comme une technique et un support : tirages de moyen format sur papier albuminé¹¹ et aristotypes¹² au troisième quart du XIX^e siècle, remplacés par les tirages au gélatino-bromure d'argent¹³ monochromes puis couleur ensuite, et enfin le numérique au début du XXI^e siècle. Il est cependant surprenant de remarquer que le lycée Descartes n'est pas passé à la couleur, alors qu'elle s'est imposée dans les années 1980. En effet, même les clichés numériques de 2006 sont en noir et blanc...
- 16 L'évolution technique de la photographie – amélioration des temps de pose et industrialisation des procédés à développement à la fin du XIX^e siècle – fait que l'on assiste à une forte diffusion de la photographie de classe au début du XX^e siècle. Présentée dans un montage cartonné gaufré et imprimé, elle est vendue aux familles afin de permettre le financement de sorties scolaires via les coopératives scolaires. Vitrine de l'établissement et des visages de l'avenir, elle peut être exposée ou mise en album luxueux, comme c'est le cas pour les aristotypes de 1895 réalisés par Jules David pour le lycée Descartes présentés dans un album de grand format, avec une reliure en demi-chagrin et des plats de percaline rouge [fig. 1].

Figure 1

« Lycée de Tours 1895 », album d'aristotypes, photographie de Jules David (1848-1923), archives départementales d'Indre-et-Loire (2402W5).

Reproduction Michaël Beigneux (AD), <https://archives.touraine.fr/ark:/37621/wpf7s89xmgz3> [lien valide en mars 2021].

- 17 Médium fragile, la photographie nécessite une approche particulière du point de vue de la conservation préventive du fait de son instabilité chimique : manipulation avec des gants, pochettes individuelles et boîtes de conservation PhotoSafe, gestion spécifique du climat et de la lumière. La numérisation patrimoniale du fonds de photographies du lycée Descartes permet d'éviter les manipulations tout en les mettant à disposition du chercheur.

Une création commerciale

- 18 Si la photographie de classe peut être l'œuvre d'un photographe local indépendant, on assiste cependant à la fin du XIX^e siècle à une spécialisation dans ce type de portraits avec la création de sociétés photographiques qui travaillent à l'échelle nationale. Dans le cas du fonds étudié, si ces dernières ont d'abord été plébiscitées, depuis les années 1970, ce sont toujours des ateliers locaux qui opèrent.
- 19 Au lycée Descartes, plusieurs photographes se succèdent ou alternent les contrats. Jules David (Levallois-Perret) réalise 63 photographies entre 1895 et 1911, puis 407 autres entre 1940 et 1982 sous la raison sociale « David et Vallois » créée avec Edmond Vallois, qui lui succède. Tourte et Petitin (Levallois-Perret), atelier fondé en 1882 et toujours actif, produit 541 prises de vue entre 1919 et 1975 [fig. 2].

Figure 2

Lettre à en-tête « H. Tourte & M. Petitin » adressée au proviseur du lycée Descartes à Tours, 1928, archives départementales d'Indre-et-Loire (T 1854).

Reproduction Michaël Beigneux (AD).

- 20 J. Rativet (Paris) est l'auteur de 240 photographies entre 1930 et 1972 avec parfois la raison sociale « Éditions photographiques universitaires J. Rativet ». La société « Photographie universitaire Rayjane » (Montreuil) est l'auteur de 306 photographies entre 1972 et 1977. Jérôme Pichat (Tours) réalise 86 clichés entre 1982 et 1984, Daniel Chapon (Saint-Avertin) 41 photos entre 1993 et 1994 et Antoine Meunier (Saint-Avertin) 46 photos entre 2005 et 2006. La collection, si elle est importante, est cependant lacunaire.
- 21 Véritable manne financière, la photographie scolaire est un genre à part. L'enjeu est de taille pour le photographe, qui compte bien être sollicité chaque année. Les prises de vue sont maintenues pendant les deux guerres mondiales, malgré les difficultés d'approvisionnement en matériel photographique, notamment pendant l'Occupation. La raison sociale imprimée ou le tampon sec sur le carton de montage valorise l'entreprise. Le numéro de l'image, rajouté à la main, fait écho à la mention « Tous nos clichés sont conservés » et rappelle qu'à tout moment le client pouvait commander un nouveau tirage. Parfois, les photographies de bâtiments scolaires sont éditées en carte postale rappelant que l'école est un « monument » au même titre que la mairie ou le monument aux morts.
- 22 Prise en extérieur au départ, la photographie scolaire est une prouesse technique avec un cadrage précis. Le photographe se déplace avec sa volumineuse chambre noire, installe des estrades, place artistiquement les figurants du portrait, en général le professeur au centre, entouré par ses élèves, et compte sur une bonne luminosité météorologique, synonyme d'une photographie réussie. Les premières photographies

en intérieur se généralisent à la fin des années 1930. Elles permettent de rentrer dans le quotidien de la vie scolaire, d'observer le matériel pédagogique et l'agencement des lieux. Elles sont permises par les progrès techniques des flashes, l'ampoule électrique remplaçant avec succès ses ancêtres à magnésium et à poudre. Le corpus du lycée Descartes n'en comporte que quelques-unes, réalisées par Jules David : les sanitaires, une salle de classe, une salle de réunion et le gymnase. L'atelier Tourte et Petitin a également fait une prise de vue du jardin d'enfants vers 1930-1931. L'ensemble de ses vues intérieures est vide de ses protagonistes. Nous ne disposons que d'une vue réalisée dans un atelier de physique avec des élèves sous une grande verrière [fig. 3].

Figure 3

Vue d'un atelier de physique, photographie de Jules David, tirage au gélatino-bromure d'argent, 1902-1931, archives départementales d'Indre-et-Loire (2402W1-42).

Reproduction Michaël Beigneux (AD), <https://archives.touraine.fr/ark:/37621/v9cbj15mfh6r> [lien valide en mars 2021].

- 23 Dès 1927, une circulaire nationale¹⁴ encadre les modalités de prise de vue : elle soumet notamment la photographie de classe à une autorisation parentale et tend à limiter l'impact commercial et le rôle du photographe dans l'institution, visant notamment le portrait individuel qui ne doit pas ressembler à une photographie d'identité d'un photographe de studio. Les circulaires qui suivent, jusqu'à la dernière, datant de 2003¹⁵, avec son « code de bonne conduite », traduisent ce rapport ambigu entre le cadre scolaire et l'activité professionnelle des photographes.
- 24 La mention « REPRODUCTION INTERDITE » sur les cartons de montage apparaît dès le début du xx^e siècle sur les photographies du lycée Descartes [fig. 4].

Figure 4

Photographie de Jules David, tirage au gélantino-bromure d'argent, archives départementales d'Indre-et-Loire (2402W6-6).

Reproduction Michaël Beigneux (AD), <https://archives.touraine.fr/ark:/37621/6c79rt0s41xn> [lien valide en mars 2021].

- 25 Elle traduit une forme de droit d'auteur qui sera codifiée par la suite dans le cadre de la propriété littéraire et artistique, qui apporte des garanties juridiques à l'auteur, créateur d'une œuvre de l'esprit. L'ensemble des normes constituant ce droit institué par la loi du 11 mars 1957¹⁶ a été codifié par la loi n° 92-597 du 1^{er} juillet 1992 créant le Code de la propriété intellectuelle¹⁷. Régulièrement, de nouvelles lois et des décrets sont adoptés, modifiant certains articles. Parmi les modifications les plus importantes depuis 1992 figurent la loi DADVSI¹⁸ (2006) et la loi pour une République numérique¹⁹ (2016).
- 26 L'exploitation des photographies de classe non tombées dans le domaine public²⁰ est soumise à cette législation. On entend par exploitation la reproduction, l'adaptation et la représentation de l'œuvre (par exemple son exposition). Le contrevenant s'expose à un contentieux en contrefaçon. Le Code de la propriété intellectuelle permet, dans son article L.122-5, une exception pour les musées, bibliothèques, archives en autorisant la reproduction ou représentation à des fins de conservation ou de préservation des œuvres dans la limite de la recherche, de la pédagogie ou de l'étude privée sur place.

Un témoin culturel et ethnologique

- 27 Établissement communal d'élite, le lycée Descartes accueille à sa création en 1807 garçons et filles du jardin d'enfants à la maternelle. L'élémentaire et le lycée sont réservés aux garçons, les jeunes filles étant scolarisées au lycée Balzac jusqu'en 1969,

mais les classes préparatoires sont mixtes. En 1895, une femme figure sur une photographie du corps enseignant [fig. 5]. Photographiée avec sa classe, nous voyons qu'elle a la charge du jardin d'enfants [fig. 6].

Figure 5

Les professeurs, aristotype extrait de l'album « Lycée de Tours, 1895 », photographie de Jules David, archives départementales d'Indre-et-Loire (2402W5-3).

Reproduction Michaël Beigneux (AD), <https://archives.touraine.fr/ark:/37621/51906cglhzq8> [lien valide en mars 2021].

Figure 6

Classe élémentaire, photographie de Jules David, tirage au gélatino-bromure d'argent, archives départementales d'Indre-et-Loire (2402W6-25).

Reproduction Michaël Beigneux (AD), <https://archives.touraine.fr/ark:/37621/79dml1bfrx0n> [lien valide en mars 2021].

- 28 Il faut attendre le milieu du ^{xx}e siècle pour voir quelques enseignantes avec des élèves plus âgés. La première fillette apparaît sur un cliché de 1910-1911 ; elles ne sont encore que deux en 1927. Les premières jeunes filles apparaissent sur la photographie de l'année scolaire 1925-1926. Leur présence se généralise après la Seconde Guerre mondiale. Autre minorité représentée, les élèves issus des colonies françaises après la Première Guerre mondiale. L'accueil dans la métropole de ces élèves est lié à la politique de « bienfaits scolaires » qu'apporterait la France à son Empire colonial en formant ses élites [fig. 7]. Ce fonds de photographies de classe se révèle un excellent miroir de la mode, essentiellement masculine avant 1950, puis des deux sexes au-delà, car les élèves ne portent pas l'uniforme, excepté les calots et insignes des classes de Saint-Cyr pour certains [fig. 8].

Figure 7

« Lycée Descartes, Tours 1925-1926 », photographie de H. Tourte et M. Petit, tirage au gélatino-bromure d'argent, archives départementales d'Indre-et-Loire (2402W7-51).

Reproduction Michaël Beigneux (AD), <https://archives.touraine.fr/ark:/37621/nfq9w5jdhl> [lien valide en mars 2021].

Figure 8

« Lycée Descartes, Tours 1919 », photographie de H. Tourte et M. Petitin, tirage au gélatino-bromure d'argent, archives départementales d'Indre-et-Loire (2402W6-33).

Reproduction Michaël Beigneux (AD), <https://archives.touraine.fr/ark:/37621/n2srmhvq75p3> [lien valide en mars 2021].

- 29 Sur les premières photographies, prises en extérieur, les élèves portent vestes et manteaux ou pèlerine, chapeau ou casquette sur la tête ou à la main. Les plus âgés sont en costume et gilet, un audacieux porte une chemise cosaque, les plus jeunes sont en culotte courte ou habit de marin et bottines à clous [fig. 9].

Figure 9

Classe élémentaire de garçons, photographie de Jules David, tirage au gélatino-bromure d'argent, archives départementales d'Indre-et-Loire (2401W6-17).

Reproduction Michaël Beigneux (AD), <https://archives.touraine.fr/ark:/37621/pkqjc967ngfm> [lien valide en mars 2021].

- 30 Avant la Première Guerre mondiale, on observe des cravates lavallières, des nœuds papillon, des cravates avec épingle, des gants, des bécicles, des monocles, des montres à gousset, des canotiers, des chapeaux melons... À partir des années 1920, si le costume marin reste en vogue dans les petites classes, la mode change : chapeau mou, veste à poches de poitrine inspirée de la saharienne, les pantalons plus longs se portent avec un large revers, un original porte un col d'astrakan. Les chandails et chaussettes tyroliennes font leur apparition. Les années 1930 voient l'apparition du pantalon de golf avec chaussettes écossaises, et la révolution du blouson à fermeture éclair [fig. 10].

Figure 10

Photographie de H. Tourte et M. Petitin, tirage au gélatino-bromure d'argent, archives départementales d'Indre-et-Loire (2402W8-43).

Reproduction Michaël Beigneux (AD), <https://archives.touraine.fr/ark:/37621/9gbmflc0z5h3> [lien valide en mars 2021].

- 31 Pendant les années 1950, quelques rebelles portent une mèche façon « rockabilly », un blouson de cuir noir et un foulard autour du cou. Mais la majorité demeure en costume. Les années 1960 se caractérisent par les cols roulés et les coupes « à la Beatles ». C'est véritablement après les événements de 1968 que les tenues se décontractent et que les cheveux s'allongent. Les années 1970 sont synonymes de « pattes d'éph », d'imprimés, de cabans, de moustaches, d'écharpes et de peaux de mouton... Enfin, la décennie 1980 voit la victoire du jean-baskets et de la coupe au bol, celle des années 1990 du sportswear et des cheveux en brosse, et celle de 2000 de l'éclectisme total !
- 32 Les photographiés se font beaux pour la postérité, mais composent également leur attitude sur les conseils du photographe et autour d'un rituel codifié par l'Éducation nationale. Le professeur pose fièrement, entouré de ses enfants sages, symbolisant la bonne tenue de l'institution. On sourit peu avant la seconde moitié du ^{xx}e siècle, car on représente avec sérieux l'avenir du pays. On pose debout, bras croisés, assis, les mains sur les genoux, ou bien une main sur l'épaule du voisin, dans un geste de camaraderie, ou encore glissée dans le manteau, à la Napoléon [fig. 11 et fig. 12].

Figure 11

Classe non identifiée, aristotype extrait de l'album « Lycée de Tours, 1895 », photographie de Jules David, archives départementales d'Indre-et-Loire (2402W5-9).

Reproduction Michaël Beigneux (AD), <https://archives.touraine.fr/ark:/37621/wkbgdc1pfz3l> [lien valide en mars 2021].

Figure 12

Classe de philosophie, aristotype extrait de l'album « Lycée de Tours, 1895 », photographie de Jules David, archives départementales d'Indre-et-Loire (2402W5-7).

Reproduction Michaël Beigneux (AD), <https://archives.touraine.fr/ark:/37621/wpg3nbxr2cf8> [lien valide en mars 2021].

- 33 Parfois apparaît un brassard noir, synonyme de deuil, discrète manifestation de la vie privée. Car la photographie de classe est un objet à la fois officiel et intime, sur lequel on se voit grandir puisqu'on est sûr d'être photographié chaque année. Le personnel du lycée se plie aussi à l'exercice, nous permettant ainsi de découvrir les employés qui œuvrent à la bonne gestion de l'établissement [fig. 13].

Figure 13

Les lingères, aristotype extrait de l'album « Lycée de Tours, 1895 », photographie de Jules David, archives départementales d'Indre-et-Loire (2402W5-24).

Reproduction Michaël Beigneux (AD), <https://archives.touraine.fr/ark:/37621/g41sjmw25f0t> [lien valide en mars 2021].

- 34 Cette mise en scène change de décor au fil du temps. Jusqu'aux années 1920, la photographie est ordonnée autour d'un mobilier très apparent : chaises, table au premier plan avec parfois une nappe, des ouvrages ou du matériel de physique [fig. 14].

Figure 14

Classe non identifiée, aristotype extrait de l'album « Lycée de Tours, 1895 », photographie de Jules David, archives départementales d'Indre-et-Loire (2402 W5-12).

Reproduction Michaël Beigneux (AD), <https://archives.touraine.fr/ark:/37621/r5ndlgtf3vxh> [lien valide en mars 2021].

- 35 Les premières photographies sont réalisées devant une verrière. Puis, le long d'un bâtiment avec une serre en arrière-plan et enfin, devant ce bâtiment. Après-guerre, devant la monumentale grille d'entrée puis en intérieur, certainement dans un hall.
- 36 L'exploitation des photographies de classe hors du contexte scolaire pose la question du droit à l'image des personnes selon l'article 10 du Code civil régissant le droit de chacun au respect de la propriété privée. Son principe est que l'image d'une personne vivante ne peut être utilisée qu'avec son accord. Le droit est attaché à la personne, il cesse à sa mort, sous respect de la dignité de sa famille. Toute diffusion de l'image d'un élève identifiable est donc interdite sans l'autorisation de ses représentants légaux. L'article 4 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978²¹ relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018²², rappelle que l'image est nominative : « sont réputées nominatives au sens de la présente loi les informations qui permettent, sous quelque forme que ce soit, directement ou non, l'identification des personnes physiques auxquelles elles s'appliquent [...] ». Cependant, la circulaire n° 2003-091 du 05-06-2003 du BO « Protection scolaire » explique : « Dans le cadre d'une photographie de classe ou de groupe dans laquelle les individus ne sont pas identifiables individuellement, l'autorisation ne sera pas nécessaire. Le critère à retenir sera le fait de pouvoir ou non reconnaître les élèves. » La complexité d'interprétation de l'ensemble de ces considérations, couplée à celle des droits d'auteurs exposés précédemment, enjoint à prendre des précautions quant à la diffusion des photographies scolaires. Dans le cas du lycée Descartes, la mise en ligne des

photographies de classe a été limitée au milieu du xx^e siècle²³. Aucun nom de personne vivante non publique n'est associé aux images.

- 37 La photographie de classe est répétitive, monotone, elle parle d'abord à son protagoniste qui s'y reconnaît, y reconnaît ses camarades avec nostalgie. À l'heure du numérique, les familles y restent attachées. Pour les institutions patrimoniales, l'étude des séries permet de s'affranchir des noms des personnes pour se consacrer à l'analyse ethnologique pour une autre vision de l'école et de ses protagonistes, mâtinée d'histoire de la photographie et des photographes.

Le patrimoine mobilier : exemple du cabinet de physique du lycée Descartes

- 38 L'interaction toujours fructueuse entre conservation des archives, mise en valeur et protection du patrimoine mobilier mérite d'être évoquée à travers l'histoire des instruments de l'ancien cabinet de physique du lycée Descartes. Ces objets en bois ou cuivre, or ou bronze, dédiés à la démonstration et à l'expérimentation de lois et phénomènes physiques, datent du milieu du xix^e siècle au début du xx^e siècle. Ils ont été recensés et inventoriés en 2007 à l'occasion du bicentenaire du lycée. Cette démarche de préservation répondait notamment à une lettre générale de 1996 du ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche portant sur la conservation du matériel scientifique ancien²⁴, à l'attention des chefs d'établissements. Quelques actions similaires menées en France dans les dernières décennies ont été présentées dans le cadre d'un récent colloque²⁵. En 2008, les cinquante-deux instruments de physique du lycée Descartes ont été classés au titre des monuments historiques²⁶. En 2010, ils ont été mis en valeur dans une exposition, organisée à Tours et accompagnée d'un catalogue²⁷.
- 39 Ces objets ont laissé des traces spécifiques dans les archives du lycée. Deux catalogues et deux livres-journaux, dédiés à l'inventaire régulier du cabinet de physique et de chimie et des collections scientifiques, constituent des témoins privilégiés pour la période 1890-1946, recensant et classant les appareils, avec dénomination, nom du fabricant, prix et date d'entrée dans le cabinet²⁸. Le livre-journal, débutant en 1890, s'ouvre ainsi avec la liste des 243 instruments présents dans le cabinet à cette date, issus des acquisitions et dotations en matériel qui se sont généralisées en faveur des cabinets de physique et chimie à partir des années 1840. Certains instruments peuvent être plus anciens.
- 40 Une quarantaine de textes officiels, parus entre 1795 et 1900, ont porté tout ou partie sur le matériel scientifique et les cabinets de physique et de chimie des lycées²⁹. Parmi les textes fondateurs figurent des listes d'instruments dont ils devaient être équipés : la première liste accompagne une circulaire du 16 janvier 1821³⁰. Elle est remplacée en décembre 1842 par une seconde liste prise par arrêté, le 27 décembre 1842³¹ à l'origine de la plupart des cabinets et destinée à l'exécution du programme de physique arrêté le 23 septembre 1842³². Les lycées – appelés collèges royaux sous la Restauration et la monarchie de Juillet – doivent tous posséder, au plus vite, l'ensemble des instruments de physique qui y sont énumérés. À mesure du renforcement de l'équipement des lycées en matériel scientifique, de nouvelles listes officielles sont diffusées, accompagnées de catalogues de fabricants³³. Les inventaires et états récapitulatifs

annuels adressés par les lycées eux-mêmes au ministère constituent également des sources intéressantes³⁴, qui reflètent l'évolution des sciences et techniques, témoignent de l'apparition de termes et appareils nouveaux et facilitent l'identification de ces objets de pédagogie. Enfin, c'est un rapport du 26 octobre 1866³⁵, introduisant une nouvelle liste de matériel, qui rappelle qu'un certain de luxe dans leur apparence est nécessaire : « au point de vue de la conservation des appareils, il y a avantage à ce que leur extérieur soit un peu paré, le soin que l'on en prend étant presque toujours en raison de cette parure » ; l'accent est également mis sur la disparition totale et rapide de cabinets de physique, due à l'acquisition, avec des remises trop importantes de certains fabricants, d'instruments de qualité médiocre et rapidement hors d'usage.

- 41 Présenter la collecte et le classement des archives de l'enseignement en prolongeant le propos vers deux autres axes, la conservation et la mise en valeur des photographies et du patrimoine mobilier, a permis de mettre l'accent sur leur complémentarité. Celle-ci se fonde sur les archives, qui permettent de documenter les objets et sources iconographiques, ces derniers étant eux-mêmes des témoignages à part entière.

BIBLIOGRAPHIE

Orientation bibliographique

ABOUT Ilse & CHÉROUX Clément, « L'histoire par la photographie », *Études photographiques*, n° 10, 2001, « La ressemblance du visible / Mémoire de l'art », p. 8-33. Disponible en ligne, <https://journals.openedition.org/etudesphotographiques/261> [lien valide en février 2021].

BARTHES Roland, *La Chambre claire. Note sur la photographie*, Paris, Éditions de l'Étoile / Éditions du Seuil / Gallimard, coll. « Cahiers du cinéma », 1980.

CHARPENTIER-BOUDE Christine, *La Photo de classe, palimpseste contemporain de l'institution scolaire*, Paris, L'Harmattan, 2009.

CHAUCHE Michèle, « La photo de classe et l'expression. Jalons pour une histoire », *Revue française de pédagogie*, n° 98, 1992, p. 7-11. Disponible en ligne, https://www.persee.fr/doc/rfp_0556-7807_1992_num_98_1_1329 [lien valide en février 2021].

CONORD Sylvaine, « Usages et fonctions de la photographie », *Ethnologie française*, vol. 37, n° 1, 2007, p. 11-22. Disponible en ligne, <https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2007-1-page-11.htm> [lien valide en février 2021].

NOTES

1. Obligation inscrite dans le Code du patrimoine (art. L212-3). Les sanctions en cas d'infraction à cette règle y figurent également (art. L214-3 et suivants), ainsi que dans le Code pénal (art. 432-15 et suivants).

2. Au niveau national, voir *Guide d'archivage pour les écoles et établissements scolaires*, Paris, Association des archivistes français, coll. « Les archives, c'est simple », 2018, [en ligne] <https://www.archivistes.org/Guide-d-archivage-pour-les-ecoles-et-les-etablissements-scolaires> [lien valide en février 2021]
3. Instruction DAF DPACI/RES/2005/003 du 22 février 2005, publiée au *Bulletin officiel de l'Éducation nationale* en 2005, disponible en ligne via https://francearchives.fr/fr/file/9c9646718ba80c848f5029724ac465e1b76adea6/static_892.pdf [lien valide en février 2021]. La durée d'utilité administrative (DUA) des dossiers s'échelonne entre un et soixante-dix ans après leur production, selon les typologies.
4. La dernière modification, liée au prolongement de la prescription en matière pénale de 10 à 20 ans en 2017, oblige tous les établissements scolaires à conserver pendant 20 ans les données du registre d'appel journalier des élèves. Les lycées tenant désormais ces registres sous format numérique doivent faire l'acquisition de modules ou d'options auprès de leurs prestataires informatiques.
5. Notamment en matière de résistance au sol. Les planchers des établissements scolaires sont souvent conçus pour 250 à 300 kg par m² et un lycée peut conserver jusqu'à 300 mètres linéaires d'archives dans une même pièce, soit 20 tonnes (à titre indicatif, 12 mètres linéaires de boîtes d'archives représentent 800 kg).
6. Pour en savoir plus, voir [en ligne], <https://archives.touraine.fr/> [lien valide en février 2021]
7. Accéder à la recherche thématique, [en ligne], <https://archives.touraine.fr/classificationScheme/a4670ab7-fc91-486b-9c79-f64a687985dd> [lien valide en février 2021]
8. Dans le cadre du respect des règles de communicabilité des archives publiques.
9. L'histoire du lycée a été étudiée : LELONG Charles, *Le Lycée Descartes, 1807-1957*, Tours, impr. Dubourg, 1958 ; LAURENCIN Michel, *Le Lycée Descartes. Histoire d'un établissement d'enseignement à Tours, 1807-2007*, Tours, Mame, 2006. L'établissement dispose d'un site internet, <https://www.lyc-descartes.fr/> [lien valide en février 2021]
10. Conservées dans la série T pour les plus anciennes et dans les versements 1588 W et 2402 W.
11. Procédé à noircissement direct à deux couches présenté par Louis Désiré Blanquart-Évrard à l'Académie des sciences en 1850 : l'image est contrastée, nette et détaillée, car la couche d'albumine (blanc d'œuf) badigeonnée sur le papier empêche que l'image s'affaiblisse dans les fibres du papier.
12. Procédé à noircissement direct à trois couches (papier / baryum / collodion ou gélatine) produit dès 1860 artisanalement comme les papiers albuminés. Le baryum mélangé à la gélatine ou au collodion assure la blancheur et la brillance du tirage. L'aristotype devient la première émulsion sur papier prête à l'emploi commercialisée à partir de 1885.
13. Procédé à développement qui supprime toutes les autres techniques à partir des années 1880 et domine la photographie jusqu'à l'avènement des procédés numériques à la fin du XX^e siècle.
14. Circulaire du 13 décembre 1927 relative aux photographies de classes
15. Pour en savoir plus, suivre <https://www.education.gouv.fr/bo/2003/24/MENE0301227C.htm> [lien valide en février 2021]
16. Loi n°57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique, plus de renseignements en ligne via <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000315384> [lien valide en février 2021]
17. Pour plus de précisions sur les articles du Code de la propriété intellectuelle, voir <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA0000061638&cidTexte=LEGITEXT000006069414> [lien valide en février 2021]
18. Loi n° 2006-961 du 1^{er} août 2006 relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information, [en ligne] <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000266350> [lien valide en février 2021]

19. Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique, [en ligne] <https://www.legifrance.gouv.fr/affichLoiPubliee.do?idDocument=JORFDOLE000031589829&type=general&legislature=14> [lien valide en février 2021]
20. Une œuvre de l'esprit tombe dans le domaine public, sauf exception, soixante-dix ans après le décès de son auteur.
21. Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, [en ligne] <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000886460> [lien valide en février 2021]
22. Il s'agit d'une mise en conformité de la Loi Informatique et Libertés avec les nouvelles exigences du Règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016, [en ligne] <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037800506&categorieLien=id> [lien valide en février 2021]
23. Pour se renseigner plus spécifiquement sur le lycée Descartes de Tours, consulter le site internet des archives, <https://archives.touraine.fr/archdesc/d1c952f6-41a0-4fd8-8bec-587174a748d4> [lien valide en février 2021]
24. Publiée dans le *Bulletin officiel de l'Éducation nationale*, 1996.
25. BRU Nicolas (dir.), *Regards sur le patrimoine mobilier de l'enseignement scolaire et universitaire*, Arles / Alençon, Errance-Actes Sud / ACAOA, 2017.
26. Arrêté du ministère de la Culture et de la Communication du 11 avril 2008 consultable en ligne via la notice Palissy PM37001108 <https://www.pop.culture.gouv.fr/notice/palissy/PM37001108> [lien valide en février 2021]
27. S. N., *Instruments scientifiques du cabinet de physique du lycée Descartes de Tours : de la pédagogie au patrimoine*, catalogue d'exposition (Tours, cloître de La Psalette, 21 juin-29 août 2010), Tours, conseil général d'Indre-et-Loire, 2010.
28. Archives départementales d'Indre-et-Loire, T 1011 (livre-journal, 1890-1900), 1013 (catalogue, 1890-1900), 1019 (catalogue, 1901-1938), T 1864 (livre-journal, 1900-1946).
29. BELHOSTE Bruno, *Les Sciences dans l'enseignement secondaire français. Textes officiels, 1789-1914*, tome 1, [document électronique], Paris, Institut national de recherche pédagogique, 1995, https://www.persee.fr/issue/inrp_0000-0000_1995_ant_6_1 [lien valide en février 2021]. On y trouvera le détail des textes de référence cités ci-dessous.
30. Circulaire relative au catalogue des instruments de physique qui doivent composer les cabinets des collèges royaux, 16 janvier 1821
31. Arrêté déterminant la liste des instruments de physique nécessaires dans chaque collège royal, 27 décembre 1842.
32. Arrêté relatif au programme du cours de deuxième année de physique destiné aux élèves de mathématiques spéciales, 23 septembre 1842.
33. Tel le *Catalogue tarifaire de la société des lunetiers. Instruments pour les sciences, physique, acoustique, électricité, optique, météorologie*, 1908. Conservé avec les instruments de physique du lycée Descartes.
34. Ces documents sont conservés dans les archives de l'administration centrale du ministère de l'Instruction publique aux Archives nationales : F/17/1219 à 1230, recherche et conservation des objets de physique et d'astronomie (an II-an VIII [septembre 1793-septembre 1800]) ; F/17/2474 à 2496, enseignement secondaire : catalogues de bibliothèques et de collections scientifiques des lycées et collèges (1809-1854) ; F/17/7502 à 7600, gestion des lycées et collèges dont bibliothèques et collections scientifiques (1841-1882). Voir l'État sommaire des versements de la sous-série F/17, [en ligne], https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_041030 [lien valide en février 2021]
35. Rapport sur les instruments et autres objets de démonstration pour l'enseignement spécial et l'enseignement classique, 26 octobre 1866.

RÉSUMÉS

Le lycée Descartes de Tours, créé en 1807, illustre deux missions des archives départementales : collecte et mise en valeur des fonds d'archives des établissements d'enseignement. L'article s'articule autour des interactions entre sources de l'histoire, diffusion et conservation du patrimoine.

Les archives conseillent et contrôlent l'administration des lycées et leurs archives « historiques » : procès-verbaux des conseils d'administration, listes d'élèves et d'enseignants mais aussi photographies de classe et documents liés au patrimoine mobilier. Le lycée Descartes a su conserver un volume conséquent d'archives historiques, de livres anciens et de matériel pédagogique.

Avec environ 2 700 photographies de classe réalisées entre 1895 et 2006, ce lycée s'inscrit dans un rituel né au milieu du XIX^e siècle. Outil de valorisation de l'instruction publique et manne commerciale pour les photographes professionnels, le portrait scolaire montre les élèves, les enseignants et les bâtiments, constituant un riche outil ethnologique. Du fait de son caractère, à mi-chemin entre milieu scolaire et sphère privée, le statut de la photographie de classe n'est pas sans ambiguïtés juridiques, qui demandent à être dissipées pour une meilleure utilisation de ce témoin culturel fort.

Des instruments anciens, entrés dans le patrimoine de l'établissement et ressortissant de plusieurs disciplines de la physique, ont été inventoriés, classés au titre des monuments historiques et mis en valeur dans le cadre d'une récente exposition. Leur présence a laissé des traces spécifiques dans les archives de l'établissement et il s'agit de comprendre quel éclairage peuvent apporter ces sources pour toute action menée en faveur du patrimoine mobilier.

Founded in 1807, the Lycée Descartes, a high school in Tours, epitomises two of the core missions carried out by the Departmental Archives, that is, the collection and promotion of the archival holdings of educational institutions. This article explores the interrelations between historical sources, dissemination and preservation of heritage.

The Archives advises and supervises high school administrations regarding their historical records, such as the minutes of board meetings, rosters of students and teachers, but also class photographs and documents pertaining to movable heritage. Thankfully, the Lycée Descartes was able to preserve a large amount of historical records, antique books and pedagogical materials.

With about 2 700 class photographs taken between 1895 and 2006, this high school kept alive a ritual born in the mid-nineteenth century. School pictures, a means of emphasising the value of public education and a boon for professional photographers, depict students, teachers and buildings, thus constituting a rich ethnological legacy. Touching both the institutional school environment and the privacy of the home, school photographs are ruled by legal considerations that need to be better defined so that we can make fuller use of this powerful cultural testimony. Antique instruments, belonging to several disciplines of physics and now part of the school's heritage, have been catalogued and listed as historical artefacts. They were recently showcased in an exhibition. Their presence can be traced in the school's records, and we should try to understand what light these sources can shed on all other actions carried out in the interest of preserving objects of historical value.

INDEX

Mots-clés : archives, collecte, conservation, enseignement, instruments de physique, matériel pédagogique, photographie de classe, histoire, réglementation, Tours, lycée Descartes

Keywords : archives, collection, preservation, teaching, physics instruments, pedagogical materials, class photography, history, publicity rights, Tours, lycée Descartes

AUTEURS

SÉBASTIEN CHEVEREAU

assistant principal de conservation du patrimoine aux archives départementales d'Indre-et-Loire, chef de projet pour la création et la pérennisation du lieu de mémoire la Maison du Souvenir de Maillé (Indre-et-Loire) de 2004 à 2012, puis responsable des fonds liés à la Seconde Guerre mondiale et à l'enseignement
sebastienchevereau@departement-touraine.fr

ISABELLE GIRARD

conservateur du patrimoine aux archives départementales d'Indre-et-Loire depuis 1999, responsable des fonds publics et privés antérieurs à la Révolution française (depuis 1999) ; conservateur des antiquités et objets d'art du département (depuis 2016) ; chargée de cours au Centre d'études supérieures de la Renaissance de Tours
igirard@departement-touraine.fr

OLGA YARDIN

attachée de conservation du patrimoine aux archives départementales d'Indre-et-Loire, responsable du Pôle Images (depuis 2006)
oyardin@departement-touraine.fr